

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation et de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La période de prestation de la composante du service universel consistant en la mise à disposition de postes téléphoniques publics, telle que visée à l'article 75 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, est fixée à cinq années civiles complètes à partir du 1^{er} janvier suivant la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté ministériel portant désignation du prestataire de ladite composante.

Art. 2. Notre Ministre qui a les communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken en van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De periode voor de verrichting van het element van de universele dienst dat bestaat in de beschikbaarstelling van openbare telefoons, als bedoeld in artikel 75 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, wordt vastgesteld op vijf volle kalenderjaren vanaf 1 januari volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het ministerieel besluit tot aanwijzing van de aanbieder van het voormelde element.

Art. 2. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de elektronische communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 3043

[C - 2007/11245]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant les modalités de la répartition du nombre de postes téléphoniques publics entre les communes

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté vise à établir les modalités de la répartition du nombre de postes téléphoniques publics entre les communes du Royaume, conformément au prescrit de l'article 24 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Cette disposition prévoit une liste limitative de trois critères à prendre en compte lors de cette détermination, à savoir la densité de population, la superficie et la couverture du service téléphonique public mobile.

Ces trois critères sont intégrés dans une formule mathématique permettant de déterminer un intervalle dans lequel doit être compris le nombre de postes téléphoniques à pourvoir par commune, et ce au départ du nombre total de postes téléphoniques publics à maintenir par le prestataire sur le territoire. Ce nombre total dépend du taux de pénétration active du service téléphonique public mobile. Ce taux de pénétration active est fixé par l'I.B.P.T. en application de l'article 23 de la loi du 13 juin 2005.

L'I.B.P.T. suit l'évolution de ce taux de pénétration de près et informe le prestataire de manière rapide et adéquate de toute réduction de la taille du parc obligatoire de postes téléphoniques payants publics.

Dans le présent arrêté, on opte pour les modalités de répartition suivantes :

- il y a lieu de maintenir un poste téléphonique payant par superficie communale de 30 km²,
- majoré d'un poste téléphonique payant par 2 km² de superficie communale non couverte par le service téléphonique public mobile.
- La fraction restante du nombre global est répartie entre les communes proportionnellement à leur nombre d'habitants, en tenant compte d'une variable Y calculée de manière à garantir que le nombre total de postes téléphoniques sur l'ensemble du territoire, tel que fixé par la loi, soit respecté.

Afin de permettre suffisamment de flexibilité au prestataire, un intervalle de 25% au-dessus et en-dessous de cette formule est autorisé, évidemment en maintenant le nombre global exigé de postes téléphoniques payants.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 3043

[C - 2007/11245]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels inzake verdeling van het aantal openbare telefoons over de gemeenten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit heeft tot doel de nadere regels vast te stellen met betrekking tot de verdeling van het aantal openbare telefoons over de gemeenten van het Koninkrijk, overeenkomstig hetgeen wordt voorgeschreven door artikel 24 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Die bepaling geeft een beperkende lijst van drie criteria waarmee rekening moet worden gehouden bij die verdeling, namelijk de bevolkingsdichtheid, de oppervlakte en de dekking van de mobiele openbare telefoondienst.

Die drie criteria zijn verwerkt in een wiskundige formule aan de hand waarvan een interval kan worden bepaald waarin het aantal telefoons moet vallen waarin per gemeente moet worden voorzien. Daarbij wordt uitgegaan van het totale aantal openbare telefoons dat de aanbieder op het grondgebied moet behouden. Dit totale aantal hangt af van de actieve penetratiegraad van de mobiele openbare telefoondienst. Deze actieve penetratiegraad wordt vastgesteld door het B.I.P.T. overeenkomstig artikel 23 van de wet van 13 juni 2005.

Het BIPT volgt de evolutie van deze penetratiegraad nauwlettend op en stelt de aanbieder op snelle en accurate wijze op de hoogte van iedere vermindering van de omvang van het verplichte park openbare betaaltelefoons.

In dit besluit wordt geopteerd voor de volgende spreidingsmodaliteiten :

- per gemeentelijke oppervlakte van 30 km² moet er een betaaltelefoon worden behouden,
- vermeerderd met een betaaltelefoon per 2 km² gemeentelijke oppervlakte die niet is gedekt door de mobiele openbare telefoondienst.
- De resterende fractie van het globale aantal wordt gespreid over de gemeenten in verhouding tot hun aantal inwoners, rekening houdend met een variabele Y die zo berekend is dat het totaal aantal betaaltelefoons op de hele gebied, zoals bepaald in de wet, gewaarborgd is.

Om voldoende flexibilititeit toe te laten aan de aanbieder wordt een interval van 25% boven en onder deze formule toegestaan, uiteraard met behoud van het globaal vereiste aantal betaaltelefoons.

L'avis du Conseil d'Etat n° 42.667/4, du 24 avril 2007, a été intégralement respecté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

AVIS 42.667/4 DU 24 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Protection de la Consommation, le 30 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « fixant les modalités de la répartition du nombre de postes téléphoniques publics entre les communes », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalités préalables

1. Comme l'indique l'Inspecteur des Finances, le projet à l'examen n'a pas d'incidence budgétaire. La mention de l'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'accord du Ministre du Budget sera donc omise du préambule.

2. L'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) est requis en vertu de l'article 24 de l'annexe de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. Un avis favorable a été donné par l'Institut le 29 mars 2007. Cet avis mentionne qu'il porte sur une version du texte en projet datée du 28 octobre 2005. S'il s'avère que cette version a fait l'objet de modifications après sa transmission à l'Institut, il appartient alors à l'auteur du projet de solliciter à nouveau l'avis de l'Institut sur le projet d'arrêté tel que modifié.

Fondement juridique

Préambule

Seul l'article 24 de l'annexe de la loi précitée du 13 juin 2005 procure un fondement légal à l'arrêté en projet. À l'alinéa 1^{er}, la mention de l'article 23 sera donc omise.

Dispositif

Article 2

Selon l'article 24 de l'annexe de la loi précitée du 13 juin 2005, le Roi doit fixer les modalités de la répartition du nombre de postes téléphoniques publics entre les communes en tenant compte des trois critères suivants : la densité de la population, la superficie et la couverture du service téléphonique public mobile.

Compte tenu de l'objet de cette habilitation, les règles de répartition fixées à l'article 2 de l'arrêté en projet appellent les observations suivantes.

1. Le nombre de postes téléphoniques publics de chaque commune (n_A) est déterminé en attribuant un certain nombre de postes en fonction de la superficie de la commune et du taux de la couverture du service téléphonique public mobile, et en répartissant le nombre restant de postes téléphoniques en fonction du nombre d'habitants de chaque commune. Il résulte de la formule utilisée à l'article 2, que le critère de densité de la population est calculé en fonction du nombre d'habitants de chaque commune par rapport à la population totale. Ceci ne ressort cependant pas du rapport au Roi selon lequel « la fraction restante du nombre global est répartie entre les communes proportionnellement à leur nombre d'habitants ».

Afin d'informer clairement les destinataires de la norme, le rapport au Roi doit être revu sur ce point.

Het advies van de Raad van State nr. 42.667/4, van 24 april 2007, werd volledig gevolgd.

We hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting
en van Consumentenzaken,

Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

ADVIES 42.667/4 VAN 24 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vaststelling van de nadere regels inzake verdeling van het aantal openbare telefoons over de gemeenten », heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Zoals de Inspecteur van Financiën aangeeft, heeft het onderzochte ontwerp geen budgettaire weerslag. De vermelding van het advies van de Inspecteur van Financiën en van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting moet derhalve wegvallen uit de aanhef.

2. Het advies van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicaties (BIPT) is vereist krachtens artikel 24 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Op 29 maart 2007 heeft het Instituut een gunstig advies verstrekt. In dit advies staat dat het betrekking heeft op een versie van de ontwerpstekst die dateert van 28 oktober 2005. Indien blijkt dat deze versie gewijzigd is nadat ze aan het Instituut is gezonden, dient de steller van het ontwerp het Instituut te verzoeken om een nieuw advies over de wijzigingen aangebracht in het ontwerpbesluit.

Rechtsgrond

Aanhef

Alleen artikel 24 van de bijlage bij de voormelde wet van 13 juni 2005 levert een rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. In het eerste lid dient de vermelding van artikel 23 dus te vervallen.

Dispositief

Artikel 2

Volgens artikel 24 van de bijlage bij de voormelde wet van 13 juni 2005 bepaalt de Koning « de nadere regels van de verdeling van het aantal openbare telefoons over de gemeenten, daarbij rekening houdende met de volgende criteria : de bevolkingsdichtheid, de oppervlakte en de dekking van de mobiele openbare telefoondienst ».

Gelet op het onderwerp van deze machtiging behoren bij de in artikel 2 van het ontworpen besluit vastgestelde verdelingsregels de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

1. Het aantal openbare telefoons van elke gemeente (n_A) wordt vastgesteld door een bepaald aantal ervan toe te wijzen op basis van de oppervlakte van de gemeente en de dekking door de mobiele openbare telefoondienst in die gemeente en door het aantal resterende telefoons te verdelen naar gelang van het aantal inwoners van elke gemeente. Uit de in artikel 2 gebruikte formule blijkt dat het criterium van de bevolkingsdichtheid berekend wordt op basis van het aantal inwoners van elke gemeente in verhouding tot de totale bevolking. Zulks kan evenwel niet worden opgemaakt uit het verslag aan de Koning luidens hetwelk « de resterende fractie van het globale aantal wordt gespreid over de gemeenten in verhouding tot hun aantal inwoners ».

Opdat de adressaten van de norm duidelijk op de hoogte worden gesteld, moet het verslag aan de Koning op dat punt worden herzien.

2. Le prestataire est autorisé à équiper les communes d'un nombre de postes qui se situe entre la moitié et le double du nombre de postes téléphoniques publics déterminé par la formule mathématique de l'article 2. Selon le rapport au Roi :

« Afin de permettre suffisamment de flexibilité au prestataire, un intervalle de 50 % au-dessus et en-dessous de cette formule est autorisé, évidemment en maintenant le nombre global exigé de postes téléphoniques payants. »

Un intervalle d'une telle ampleur, qui aboutit dans les mêmes conditions à permettre d'équiper une commune d'un nombre de postes téléphoniques payants pouvant aller du simple au triple, confère au prestataire un large pouvoir d'appréciation qui a pour effet de permettre une répartition des postes téléphoniques publics qui aboutit à dénaturer les critères prévus par l'article 24 de l'annexe de la loi du 13 juin 2005 et qui peut poser problème au regard du respect du principe d'égalité.

La disposition doit en conséquence être revue.

3. Le dernier alinéa de l'article 2 vise à permettre au prestataire de ne pas devoir mettre à la disposition des habitants d'une commune un nombre de postes téléphoniques publics supérieur à celui existant à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Une telle disposition, qui tient compte du nombre de postes téléphoniques publics existants dans une commune, ne peut être admise dès lors qu'elle ajoute un critère à ceux qui sont prévus par l'article 24 de l'annexe de la loi précitée du 13 juin 2005. Dépourvue de fondement légal, elle doit dès lors être omise.

Article 3

Il résulte de l'article 3 en projet que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Par ailleurs, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que, selon l'article 2, l'Institut est obligé de mettre à disposition les valeurs de m_A dans un délai de 20 jours « après l'entrée en vigueur de la loi » (1). Il conviendrait de veiller en tout cas à ce que l'obligation, pour le prestataire, d'équiper les communes du nombre de postes téléphoniques publics déterminé en application de l'arrêté, n'entre pas en vigueur avant que l'Institut n'ait fourni ces valeurs. L'arrêté en projet sera revu en conséquence.

La chambre était composée de :

M. Ph. HANSE, président de chambre,

M. P. LIENARDY,

M. J. JAUMOTTE, conseillers d'Etat,

Mme C. GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le greffier,

C. GIGOT

Le président,

Ph. HANSE

Note

(1) Il convient certainement de lire « de l'arrêté ».

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant les modalités de la répartition du nombre de postes téléphoniques publics entre les communes

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, notamment l'article 24 de l'annexe à ladite loi;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 26 avril 2007;

2. De aanbieder wordt gemachtigd de gemeenten uit te rusten met een aantal telefoons dat ligt tussen de helft en het dubbel van het aantal openbare telefoons vastgesteld met de rekenkundige formule van artikel 2. Het verslag aan de Koning luidt als volgt :

« Om voldoende flexibiliteit toe te laten aan de aanbieder wordt een interval van 50 % boven en onder deze formule toegestaan, uiteraard met behoud van het globaal vereiste aantal betaaltelefoons. »

Een interval van een zodanige omvang, dat ertoe kan leiden dat een gemeente, onder dezelfde voorwaarden, tot driemaal zo veel betaaltelefoons krijgt, verleent de aanbieder een ruime beoordelingsbevoegdheid die tot gevolg heeft dat de openbare telefoons zo kunnen worden verdeeld dat de criteria waarin artikel 24 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 voorziet, worden uitgehold en die problemen kan doen rijzen uit het oogpunt van de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel.

De bepaling moet bijgevolg worden herzien.

3. Het laatste lid van artikel 2 strekt ertoe de aanbieder in staat te stellen niet meer openbare telefoons ter beschikking te moeten stellen van de inwoners van een gemeente dan het aantal openbare telefoons dat voorhanden was op de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit. Een zodanige bepaling, waarin rekening wordt gehouden met het aantal bestaande openbare telefoons in een gemeente, kan niet worden aanvaard, aangezien zij een extra criterium toevoegt aan die waarin artikel 24 van de bijlage bij de voormelde wet van 13 juni 2005 voorziet. Aangezien die bepaling geen rechtsgrond heeft, moet ze vervallen.

Artikel 3

Uit het ontworpen artikel 3 volgt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt, de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Bovendien wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat het Instituut, volgens artikel 2, verplicht is de waarden van m_A binnen een termijn van 20 dagen « na de inwerkingtreding van de wet (1) ter beschikking te stellen. Hoe dan ook moet erop worden toegezien dat de verplichting voor de aanbieder om de gemeenten uit te rusten met het met toepassing van het besluit vastgestelde aantal openbare telefoons, niet ingaat alvorens het Instituut deze waarden heeft verstrekt. Het ontworpen besluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

De kamer was samengesteld uit :

de heer Ph. HANSE, kamervoorzitter,

de heer P. LIENARDY,

de heer J. JAUMOTTE, staatsraden,

Mevr. C. GIGOT, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. LIENARDY.

De griffier,

C. GIGOT

De voorzitter,

Ph. HANSE

Nota

(1) Men leze ongetwijfeld « van het besluit ».

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels inzake verdeling van het aantal openbare telefoons over de gemeenten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op artikel 24 van de bijlage bij die wet;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 26 april 2007;

Vu l'avis 42.667/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation et de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce Extérieur et de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Loi : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

2° Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges;

3° Prestataire : le prestataire de la composante du service universel des communications électroniques consistant en la mise à disposition de postes téléphoniques publics, telle que visée à l'article 75 de la loi.

Art. 2. § 1^{er}. Le prestataire fait en sorte que le nombre de postes téléphoniques publics qu'il met à la disposition d'une commune tombe dans un intervalle

Cet intervalle est fixé entre - 25% et + 25% du chiffre:

$$n_A = \frac{s_A}{30} + \frac{h_A}{Y} + \frac{(1 - m_A) \cdot s_A}{2}$$

Où

n_A est le nombre de postes téléphoniques publics à placer dans la commune A, avec

$$n_A \geq 1 \text{ en } \sum_{A=1}^{589} n_A = N;$$

s_A est la superficie de la commune A en Km²;

h_A est le nombre d'habitants de la commune A;

m_A est le taux de couverture moyen du territoire du service téléphonique public mobile dans la commune A; l'I.B.P.T. se charge de fournir pour la première fois les valeurs de m_A dans un délai de 20 jours ouvrables après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

$$Y = \frac{\sum_{A=1}^{589} h_A}{N - \frac{\sum_{A=1}^{589} s_A}{30} - \frac{\sum_{A=1}^{589} s_A - \sum_{A=1}^{589} s_A m_A}{2}}$$

N est le nombre de postes téléphoniques publics dont le prestataire doit garantir le maintien en application de l'article 23, alinéa 2, de l'annexe à la loi;

Art. 3. Notre Ministre qui a les communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Gelet op advies 42.667/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken en van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Wet: de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2° Instituut: het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;

3° Aanbieder : de aanbieder van het element van de universele dienst inzake elektronische communicatie dat bestaat uit de beschikbaarstelling van openbare telefoons, als bedoeld in artikel 75 van de wet.

Art. 2. § 1. De aanbieder zorgt ervoor dat het aantal openbare betaaltelefoons dat hij ter beschikking stelt in een gemeente valt binnen een interval

dat wordt vastgesteld tussen - 25 % en + 25 % van het cijfer :

$$n_A = \frac{s_A}{30} + \frac{h_A}{Y} + \frac{(1 - m_A) \cdot s_A}{2}$$

waarbij :

n_A het aantal openbare telefoons is die in gemeente A moeten worden geplaatst, waarbij

$$n_A \geq 1 \text{ en } \sum_{A=1}^{589} n_A = N;$$

s_A de oppervlakte is van gemeente A in km²;

h_A het aantal inwoners van gemeente A is;

m_A staat voor de gemiddelde dekking van het grondgebied door de mobiele openbare telefoondienst in gemeente A; het BIPT zorgt voor een eerste aanlevering van de waarden van m_A binnen een termijn van 20 werkdagen na de inwerkingtreding van dit besluit.

$$Y = \frac{\sum_{A=1}^{589} h_A}{N - \frac{\sum_{A=1}^{589} s_A}{30} - \frac{\sum_{A=1}^{589} s_A - \sum_{A=1}^{589} s_A m_A}{2}}$$

N het aantal openbare telefoons is die de aanbieder in stand moet houden overeenkomstig artikel 23, tweede lid, van de bijlage bij de wet;

Art. 3. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de elektronische communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN